

EPIES



ECOLE PANAFRICAINNE D'INTELLIGENCE  
ECONOMIQUE ET DE STRATEGIE

C. E. D. S.

de Paris



Centre d'Etudes Diplomatiques  
et Stratégiques

# “LES MATINALES GEOPOLITIQUES DU CEDS”

CONFERENCES/DEBATS SUR LE THEME :

THEME :

« LA GOUVERNANCE TERRITORIALISEE » :

**Une alternative stratégique contre la montée des irrédentismes et des extrémismes pour une paix et une sécurité durable dans les pays riverains de la bande sahélo-saharienne.**

**DECLARATION DES « MATINALES GEOPOLITIQUES » DU CEDS**

Du jeudi 19 juin 2014 SUR LE THEME :

***«La gouvernance territorialisée : une alternative stratégique contre la montée des irrédentismes et- des extrémismes pour une paix et une sécurité durable dans les pays riverains de la bande sahélo-saharienne»***

A l'Initiative du Centre d'Etudes Diplomatique et Stratégique de Paris antenne Régionale de Dakar et en partenariat avec le Centre de Recherches/Actions sur la Gouvernance (CERAG), une conférence/débats sur le thème : « ***La gouvernance territorialisée : une alternative stratégique contre la montée des irrédentismes et- des extrémismes pour une paix et une sécurité durable dans les pays riverains de la bande sahélo-saharienne*** » s'est tenue ce jeudi 19 juin 2014 dans les locaux du CEDS de Dakar.

Organisée dans le cadre de la 5<sup>ème</sup> édition des matinales géopolitiques du CEDS de Dakar, cette rencontre de haut niveau a regroupé, les membres du Corps diplomatique, des représentants d'organisations internationales, des parlementaires, des hauts cadres de l'administration, des officiers généraux et supérieurs, des représentants des droits de l'homme, des universitaires et Chercheurs... tous intéressés par le sujet à débattre.

La rencontre a été introduite par **Monsieur le Professeur Babacar GUEYE**, Professeur des Universités, Agrégé des facultés de Droit et de Science Politique, Directeur du Centre de Recherches/Actions sur la Gouvernance (CERAG).

Avec les contributions de :

- **Monsieur Babacar DIALLO**, Polémologue, Géopolitologue, Stratégiste, Expert en Science du Territoire et en Intelligence Territoriale, Directeur Général du CEDS de Dakar, Directeur de l'EPIES ;
  
- **Monsieur Abdoulaye SENE**, Président du Global Local Forum, Ancien Député et Président de la Commission Développement à l'Assemblée nationale, Ancien Président du Conseil Régional de Fatick ;
  
- **Monsieur Latif AÏDARA**, Expert en Analyse géopolitique, Directeur du Séminaire "Environnement sécuritaire des Etats" au CEDS de Dakar.

Sous la modération de M. Timothée AMOUSSOU, Expert en Gouvernance, paix et sécurité, Directeur des Programme du CEDS de Dakar, les débats ont été de haute facture, ouverts, et riches d'enseignements sur les différentes questions abordées.

Au terme des travaux, la présente déclaration a été faite comme appel aux Etats africains pour l'émergence d'une nouvelle forme de gouvernance locale fondement de production de ressources et de richesses nouvelles pour toute la Nation mais encore et surtout d'une nouvelle répartition du pouvoir entre les différents acteurs , non plus à l'échelle d'un seul centre de décision , mais à l'échelle de la totalité du territoire.

### **Les Matinales Géopolitiques du CEDS de Dakar,**

- Considérant que les conflits intra-étatiques en Afrique, entre autres, se sont toujours et principalement noués autour de la conquête du Pouvoir pour le contrôle des Institutions, des richesses et des ressources naturelles ;
  
- Considérant que l'effort de développement économique et social mené en Afrique, depuis l'indépendance, s'est essentiellement accompli sous l'entière responsabilité d'un Etat central omnipotent qui, aujourd'hui, au plan politique, économique et institutionnel, a atteint toutes ses limites objectives ;
  
- Considérant que cette forme de gouvernance, par définition profondément centralisatrice et très peu soucieuse de l'aménagement du territoire , a laissé très peu de place à une association effective et directe des populations à la base selon les normes et les contextes culturels correspondant à leur "weltanschauung" dans le cadre du territoire endogène qu'elles se sont approprié depuis la nuit des temps ;

- Considérant que cette option étatiste et élitiste n'a jamais réussi à faire émerger des pouvoirs décentralisés aptes à porter de manière satisfaisante une dynamique de développement local véritable, malgré tous les mimétismes politico-institutionnels d'essence néocoloniale et toutes les tentatives de desserrement amorcées à travers de multiples réformes ;
- Considérant l'urgence de la mise en œuvre d'une politique alternative adaptée, de responsabilisation intégrale des acteurs locaux en prenant comme fondement les sciences du territoire qui peuvent apporter un éclairage nouveau pour l'adoption d'une nouvelle forme de gouvernance locale articulée autour d'une gouvernance globale constitutionnellement acceptée par tous les acteurs tant au plan national qu'au plan international ;
- Considérant que la territorialisation est un mode de gouvernance locale participative "territorialisée" fondée essentiellement sur la cohérence d'un découpage et d'un aménagement efficaces du territoire en tenant compte de tous les déterminants géopolitiques, qu'ils soient historiques, économiques, politiques, fiscaux, sociologiques, culturelles, écologiques, démographiques, hydrologiques, géologiques, agronomiques, transfrontaliers ...etc... pour aboutir à l'émergence d'entités politiques et administratives viables disposant de leurs propres institutions, avec des avantages qui peuvent apparaître à plusieurs niveaux ;
- Considérant que 'au plan politique et administratif, elle constitue une formule idéale de redistribution et de partage des pouvoirs au profit d'une meilleure responsabilisation des acteurs à la base dont le corollaire institutionnel est la formation de véritables gouvernements locaux à la tête desquels seraient nommés des Chefs de l'Exécutif territoriaux chargés de mettre en œuvre la politique territoriale en s'appuyant sur des ministres territoriaux et des Assemblées d'élus territoriaux capables d'assurer et de manière participative une meilleure gestion de proximité des ressources et des affaires publiques et politiques territoriales ;
- Considérant que 'au plan économique, s'adossant à une double planification, centrale et locale, elle pourrait être une occasion favorable à un approfondissement de l'expérience de décentralisation du système de gestion économique, déjà en cours dans certains pays avec la délocalisation des investissements opérée dans le cadre de la régionalisation du budget consolidé d'investissement (BCI),
- Considérant qu'au plan organisationnel, articulée autour de la double planification, une " territorialisation" ou "gouvernance territorialisée" effective, laissera apparaître, dans sa forme achevée, un montage institutionnel architecturé autour d'un gouvernement local, d'une Assemblée provinciale et

des structures administratives et techniques disposant des prérogatives et des ressources dont ils ont besoin pour prendre en charge le développement local intégré ;

- Considérant que la “Gouvernance Territorialisée” permet de dépasser largement « le bricolage » institutionnel que constitue ces fameux transferts de compétences par le biais de la décentralisation ,de la régionalisation ou de la départementalisation qui n’ont jamais permis aux Collectivités locales africaines, de produire des richesses et des ressources nouvelles.
- Considérant l’importance des déterminants géographiques générateurs de ressources dans une perspective d’emploi politique pour le développement économique et sociale des territoires considérés dont il importe de définir judicieusement le nombre après la mise sur pieds d’une « Equipe pluridisciplinaire» constituée de personnes-ressources spécialistes des différentes branches qui fondent les sciences du territoire pour éclairer et accompagner la mise en oeuvre de la territorialisation.
- Considérant que la gouvernance territorialisée pourrait constituer une alternative stratégique contre la montée des irrédentismes et- des extrémismes pour une paix et une sécurité durable dans les pays riverains de la bande sahélo-saharienne ;

### **Souhaite**

- 1- L’émergence en Afrique, au Sénégal notamment, d’une nouvelle forme de gouvernance globale et locale codifiée dans la constitution modifiée, consacrant une rupture profonde dans l’architecture politique et institutionnelle du pays ;

### **Recommande**

- 2- Le recentrage de la gouvernance globale ou centrale qui, en dehors des questions régaliennes hautement stratégiques, sera dépouillée de toutes les missions qui peuvent être exécutées au plan local et pour lesquelles le Chef de l’Exécutif territorial et les ministres territoriaux ainsi que l’Assemblée territoriale seront compétents selon le principe de subsidiarité. ;
- 3- Une meilleure gouvernance centrale exclusivement adossée aux domaines régaliens de l’Etat capable de prévenir les conflits potentiels et de promouvoir la paix et la sécurité par rapport aux conflictualités en cours tant à l’intérieur qu’à l’extérieur du pays. C’est exclusivement ainsi, en territorialisant la Casamance par exemple, selon le schéma de la Gouvernance Territorialisée, que toutes les conditions nécessaires pourront être réunies pour trouver une solution juste et durable qui minent cette région du Sénégal depuis de nombreuses années ;

- 4- Une redistribution et un partage du pouvoir dont la conquête ne se focalisera plus exclusivement sur le seul fauteuil d'un Chef d'Etat, d'un Premier Ministre, de Ministres et d'autres Institutions Centrales. D'une structure de jeu fermé autour d'un seul centre de décision que les différents acteurs ont pris l'habitude de se disputer jusqu'à faire naître des guerres civiles atroces, on passera à des structures de jeux ouverts ou la multiplicité des centres de pouvoir pacifiera durablement les compétitions politiques tout en impliquant activement les populations dans le processus de gouvernance et de production de richesses.
- 5- Une nouvelle source de production des richesses naturelles et des ressources nationales dont chaque "Gouvernance Territorialisée" assurera au plan économique une meilleure gestion à la fois au profit du niveau local et du niveau national ;
- 6- Une réforme du mode de scrutin qui permettra d'organiser les élections en un seul tour aussi bien au plan local qu'au plan central avec suppression intégrale du cumul des mandats. ;
- 7-La création, dans chaque "Gouvernance Territorialisée", de Pôles Régionaux de compétitivité et de Développement et la promotion des systèmes productifs locaux à partir des déterminants géographiques générateurs de ressources ;
- 8-La production de ressources nouvelles qui dopera la croissance économique territoriale et nationale et stimulera la lutte contre le chômage et la précarité par la mobilisation des jeunes autour de projets professionnels porteurs, en vue de leur formation de leur qualification et de leur insertion professionnelle ;
- 9-Une optimisation de la coopération décentralisée et de la coopération transfrontalière qui feront des frontières des ponts et non des barrières entre les Etats. »

### **Réaffirme avec force**

- Que la territorialisation, conduite de manière experte sans aucune velléité de « politique politicienne », en dehors de tout schéma partisan, adossée aux sciences du territoire, constitue un levier dont les fonctions exponentielles feront entrer les pays d'Afrique de l'Ouest dont le Sénégal, dans une nouvelle ère de prospérité économique, de stabilité politique continues et de bonheur dans la paix et la sécurité.

*Fait à Dakar, le 19 juin 2014*

**« LES MATINALES GEOPOLITIQUES DU CEDS »**